

DISCOURS
SUR LE BUDGET

— PRONONCÉ PAR —

L'HON. H. T. DUFFY

Trésorier de la Province

A L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DE QUÉBEC

LE 6 MARS 1901

QUÉBEC :
IMPRIMÉ PAR LA CIE D'IMPRIMERIE " LE SOLEIL "

1901

DISCOURS

SUR LE BUDGET

MONSIEUR L'ORATEUR,

Mort de l'honorable M. Marchand

Le 25 septembre dernier, la mort est venue frapper l'ex-Trésorier de la Province avant qu'il ait eu l'occasion de faire à la Chambre l'exposé de la dernière année financière, sur laquelle, malgré sa santé défaillante, il a veillé avec un soin énergique et tant de succès.

L'un des journaux de cette ville a annoncé sa fin sous ce titre : "*A good man has gone to his reward.*"—"Un homme de bien est allé recevoir sa récompense,"—et les citoyens de la province, sans distinction de couleur politique, ont, dans un deuil universel, déploré sa mort comme celle d'un homme dont la vie a été absolument consacrée au devoir et aux meilleurs intérêts de la province.

Résultats de l'administration Marchand

Avant d'entrer dans l'examen du budget pour l'année fiscale qui vient de finir, on me permettra bien, pour un instant, de jeter un coup d'œil sur les résultats de l'administration Marchand, comparés à ceux des administrations antérieures durant les cinq années qui l'ont précédée.

Le résultat des cinq années d'administration jusqu'à juillet 1897, se résume comme suit :

1° La dette publique augmentée de.....	\$ 3,869,081.10
2° La dette fondée augmentée de....	9,021,334.07
3° Un déficit annuel de.....	291,481.71
4° Un déficit total pour les 5 années de.	1,457,408.56

5° Augmentation de taxes s'élevant annuellement à.....	452,490.51
6° Total pour les 5 années des taxes accrues.....	2,262,452.55
7° Total des déficits et des nouvelles taxes pour les 5 années.....	3,719,861.11
8° Charges des intérêts annuels augmentées de.....	123,082.55

Je ne cite pas l'état de choses ci-dessus avec l'intention de jeter du blâme sur qui que ce soit, mais simplement avec l'idée de montrer les difficultés au milieu desquelles s'est trouvé le gouvernement Marchand.

Ajoutons à cela, que les embarras financiers de l'Administration ont été augmentés par la diminution du revenu et l'accroissement des dépenses occasionnées par certaines charges, comme suit :

1° Par l'abolition de certaines taxes s'élevant à la somme de.....	\$272,720.04
2° La diminution de l'intérêt annuel sur les fonds dûs par le Pacifique Canadien.....	32,214.00
3° Par l'augmentation de nos dépenses pour :	
(a) Intérêt sur la dette publique...	\$60,893.04
(b) Subvention supplémentaire pour l'instruction publique.....	50,000.00
(c) Le gouvernement civil, (organisation d'un nouveau département et augmentation de salaires)....	16,249.01
(d) Dépenses supplémentaires occasionnées par l'augmentation des sommes allouées aux asiles d'aliénés en vertu du statut 60 Vict. chap. 6.....	22,000.00
	<hr/>
	149,142.05

Ce qui forme en tout :..... \$454,076.09

Les Comptes publics pour 1896-97 accusent un déficit dans l'état des recettes et des dépenses ordinaires de..... \$810,484.20

Et dans le total des recettes et dépenses de. \$984,043.01 sans compter les dépôts en garantie et les subventions des chemins de fer.

Pendant la première année de l'administration Marchand expirée le 30 juin 1898, le déficit des recettes et dépenses ordinaires a été diminué de \$810,484.20 en 1896-97 à..... 187,030.33 en 1897-98

Ce qui constitue une amélioration au montant de..... \$623,453.87.

Pendant la deuxième année de la même administration les déficits ont entièrement disparu pour faire place à un surplus du revenu ordinaire sur la dépense ordinaire de..... \$33,615.33 en 1898-99

La troisième année, cette administration a eu un surplus de recettes ordinaires sur les dépenses ordinaires de \$23,192.57.

Tout cela a été pratiquement accompli sans imposer de nouvelles taxes et sans créer de nouvelles sources de revenu.

Tel a été le résultat d'une stricte économie dans les dépenses et d'une perception soigneuse des recettes.

L'administrateur des finances de la province ne peut trouver actuellement dans ses fonctions l'occasion de faire des miracles, mais on peut en toute justice dire que si le gouvernement Marchand n'a pas surpassé ses prédécesseurs, il a été au moins leur égal.

Année financière expirée le 30 juin 1900.

Les comptes publics pour l'année fiscale terminée le 30 juin 1900 indiquent que les recettes et les dépenses ordinaires ont été comme suit :

Recettes ordinaires.....	\$4,451,578.29
Dépenses ordinaires.....	4,428,385.72

Surplus\$ 23,192.57

Les recettes totales, moins les subsides de chemins de fer et le remboursement des dépôts en garantie des chemins de fer, mais y compris les dépôts en fidéi-commis, ont été :

Recettes!.....	\$4,502,445.83
Dépenses.....	4,465,833.24

Surplus.....\$ 36,612.59

Prévisions budgétaires.

Les prévisions budgétaires pour la même année étaient

Recettes ordinaires.....	\$4,204,899.42
Dépenses ordinaires.....	4,155,755.97

Surplus estimé.....\$ 49,143.45

Dans les recettes ainsi prévues se trouvait compris un article de \$30,000.00 pour la taxe sur les subventions de chemins de fer, dont \$644.83 seulement ont été perçues. Ceci représente en fait la différence entre le surplus prévu et le surplus actuel.

L'estimation des recettes ordinaires, y compris celle des montants prélevés par les Shérifs et les Percepteurs du Revenu, et déboursés par eux, était de.....\$4,204,899.42

Les recettes ordinaires réelles ont été..... 4,451,578.29

Surplus sur l'estimation.....\$ 245,678.87

Les dépenses ordinaires avaient été estimées à \$4,155,755.97

Montant auquel il faut ajouter les déboursés des shérifs et des percepteurs du revenu à même leurs perceptions..... 29,861.31

\$4,185,617.28

Les dépenses ordinaires réelles ont été de.....\$4,428,335.72

Excédant l'estimation de.....\$ 242,768.44

Exposé des différences entre les recettes et les dépenses prévues et réelles.

On voit, par ce qui précède, la différence considérable qui se trouve entre les recettes ordinaires prévues et les recettes ordinaires perçues, mais on constate presque la même différence entre les dépenses ordinaires prévues et les dépenses ordinaires effectuées ; d'où il résulte que le surplus existant diffère très peu de celui qui avait été prévu.

Certains services accusent des excédents sur les prévisions budgétaires s'élevant en tout à.....\$374,740.59
Tandis que d'autres services ont diminué en tout de..... 128,061.72

De sorte que les recettes perçues ont excédé les estimations de\$246,678.87

L'augmentation principale se trouve dans les services suivants :

Terres, forêts et pêcheries.....	\$249,371.73
Taxes directes sur les corporations commerciales.....	26,598.39
Droits sur les successions.....	45,865.58
Asiles d'aliénés.....	12,713.87
La diminution, comparativement aux estimations, est, dans l'article des Licences, au montant de.....	\$81,559.55
Et celui de la taxe sur les subventions de chemin de fer, au montant de.....	29,355.17

Dépenses excédant les prévisions budgétaires

Les principaux excédents sur les prévisions budgétaires relatives aux dépenses sont les suivants :

Gouvernement civil.....	\$16,096.16
Administration de la Justice (prop.).....	54,657.06
Instruction publique.....	20,198.37
Agriculture.....	\$21,109.97
Terres, forêts et pêcheries.....	20,704.13
Colonisation et Mines.....	55,845.00
Asiles d'aliénés.....	20,400.00
Services divers.....	40,455.57

Et les déboursés qui ont été moindres que les prévisions budgétaires, sont :

Dettes publiques.....	\$32,352.34
Travaux et édifices publics (dépenses ordinaires)....	3,193.64

Comparaison des recettes et des dépenses de 1899-1900 avec celles de 1898-1899

RECETTES ORDINAIRES

Le montant total des recettes ordinaires pour l'année 1899-1900 a été de.....	\$4,451,578.29
Et pour l'année 1898-99 de.....	4,223,579.43

Soit une augmentation pour 1899-1900 de..... \$ 227,998.86

Les principaux articles accusant augmentation sont les suivants :

Terres, forêts et pêcheries.....	\$256,126.06
Mines.....	7,835.55
Honoraires judiciaires.....	5,552.67
Taxes directes sur les corporations commerciales.	13,972.35
Asiles d'aliénés, contributions municipales.....	32,473.59

Voici l'explication de ces augmentations :

TERRES, FORETS ET PECHERIES..... \$256,126.06

Cette augmentation provient de l'exploitation croissante des bois, et tout particulièrement du bois de pulpe, due à la prospérité générale du pays et à l'établissement de grands moulins à pulpe dans la province. Il y a eu aussi dans le cours de l'année une vente de coupe de bois qui a été un succès.

Les recettes des Terres de la Couronne comprennent un article de \$26,000.00, produit de la vente de la seigneurie de Mingan.

MINES..... \$7,835.55

Cette augmentation provient du nombre accru des permis de mine—*prospecting licenses*—ainsi que des ventes de terrains miniers.

TAXES DIRECTES SUR LES CORPORATIONS

COMMERCIALES..... \$13,972.35

En ce cas-ci, l'augmentation est due à l'accroissement des capitaux engagés dans les entreprises commerciales et industrielles. Voici les dénominations des différentes compagnies

qui contribuent à cet impôt et les montants de leurs contributions :

Banques.....	\$35,026 67
Compagnies d'assurance.....	4,266 05
Compagnies autorisées (incorporated).....	71,682 30
Compagnies de prêts.....	4,013 31
Compagnies de navigation.....	2,659 86
Compagnies de télégraphe.....	223 00
Compagnies de téléphone.....	1,609 56
Compagnies de tramways.....	4,646 00
Compagnies de chemins de fer.....	18,885 55

ASILES D'ALIÉNÉS, CONTRIBUTIONS DES MUNICIPALITÉS.....\$32,473.59

C'est de la perception d'arrérages considérables dus pour des années antérieures que nous provient cette dernière augmentation.

Articles des recettes moindres que ceux de 1898-1899.

Les principaux articles sous cette rubrique accusant diminution sont les suivants :

Dominion du Canada.....	\$41,145.46
Permis (licences).....	20,307.21
Droits sur les successions.....	17,130.05

Explication de la diminution.

DOMINION DU CANADA.....\$41,145.46

Dans son discours sur le budget l'an dernier, le Trésorier a attiré l'attention sur l'augmentation anormale du montant perçu du gouvernement du Canada pour 1898-1899, augmentation qui a été produite par le paiement dans le cours de l'année des arrérages d'intérêts dus sur les fonds en fidei-commis et qui explique la diminution apparente de cet article en 1899-1900, alors qu'il est revenu à son chiffre normal.

PERMIS (LICENCES).....\$20,307.21

La diminution du revenu qui découle des "licences," diminution existant particulièrement en dehors des grandes villes, est causée par l'accroissement du nombre de municipalités rurales qui ont adopté des règlements prohibitifs ou ont restreint le nombre des licences. Dans plus des deux tiers des municipalités rurales, ces règlements sont en vigueur, et le revenu provenant de ces municipalités a constamment diminué en conséquence. C'est une bonne note pour la condition morale du peuple, mais le revenu en souffre parallèlement.

DROITS SUR SUCCESSIONS.....\$17,130.05

Le revenu de cette source est déterminé par le montant des successions laissées par les personnes qui meurent, et ne peut-être contrôlé par le gouvernement.

Dépenses ordinaires

Le total des dépenses ordinaires pour 1899-1900
a été de.....\$4,428,385.72
Et pour 1898-1899 de..... 4,189,964.10

Soit une augmentation de. 238,421.62

Principaux articles d'augmentation

Législation.....	\$ 9,535.87
Gouvernement civil.....	16,221.65
Administration de la justice.....	17,111.28
Instruction publique.....	63,743.56
Agriculture.....	18,341.71
Colonisation.....	45,000.00
Terres, forêts et pêcheries.....	28,135.72
Divers.....	44,676.86

Explication de ces augmentations

LÉGISLATION.....\$9,535.87

Augmentations :

Conseil législatif.....	\$ 481.27
Assemblée législative.....	2,419.20
Impressions et reliure (pour les deux Chambres).....	10,055.30
Impressions etc. des statuts.....	2,000.00
	<hr/>
	\$14,955.77

Diminutions :

Dépenses d'élections.....	\$ 3,099.05
Alloué aux Réviseurs.....	2,320.85
	<hr/>
	\$5,419.90
	<hr/>
	\$9,535.87

GOVERNEMENT CIVIL.....\$16,221.65

Augmentations :

Salaires.....	\$ 4,221.65
Contingents.....	12,000.00
	<hr/>
	\$16,221.65

L'augmentation des contingents à \$12,000 se divise
comme suit :

Département des Terres, forêts et pê- cheries.....	\$8,000.00
Lieutenant-gouverneur.....	800.00
Secrétaire provincial.....	500.00
Instruction publique.....	200.00
Colonisation et Mines.....	1,000.00
Instruction publique.....	1,500.00
	<hr/>
	\$12,000.00

ADMINISTRATIONS DE LA JUSTICE..\$17,111.28

Augmentations :

Appointements et dépenses des shérifs, des protonotaires, etc., poursuites criminelles, divers, etc.....	\$17,487.82
Ecoles de réforme.....	1,200.00
	<hr/>
	\$18,687.82

Diminutions :		
Police.....	\$624.69	
Inspection des bureaux publics.....	951.85	1,576.54
		<hr/>
		\$17,111.28

L'augmentation en ce cas-ci est produite par l'accroissement des salaires et des contingents dans les bureaux des shérifs et des protonotaires à Montréal, par les \$2,849.25 payés à la ville de Hull, étant le montant de la taxe pour la Cours de district d'Ottawa imposée par le statut 60 Vict., chap. 7 et perçue par timbres judiciaires.

INSTRUCTION PUBLIQUE..... \$63,743.56

Augmentations :

Ecole Polytechnique de Montréal.....	\$ 500.00	
Livres pour prix.....	2,000.00	
Journaux de l'Instruction publique.....	4,550.00	
Fonds de pension des instituteurs.....	4,000.00	
Ecoles élémentaires (60 Vict., chap. 3).....	53,065.09	
Collège de St-Romuald.....	500.00	
Conseils des Arts et Métiers.....	\$ 128.47	
		<hr/>
		\$64,743.56

Diminution :

R. C. High School, Montréal.....	1000 00	
		<hr/>
		\$63,743.56

L'excédent des dépenses pour l'Ecole Polytechnique de Montréal, pour les livres donnés en prix et les journaux de l'Instruction publique fut voté dans le *bill* des subsides pour 1899-1900. Quand à l'augmentation de l'octroi pour le fonds de pension des instituteurs, il fut accordé en vertu de la loi de l'Instruction publique 62 Vict., chap. 28, article 513. Les dépenses en vertu du statut 60 Vict. chap. 3, en 1898-1899, étaient de \$13,133.28, et, en 1899-1900, de \$66,198.37. Dans ces montants ne sont pas compris les sommes dépensées en vertu des mêmes lois pour les écoles du soir pendant les deux années et entrées sous d'autres rubriques.

AGRICULTURE..... \$18,341.71

Augmentations :

Sociétés d'agriculture.....	\$ 45.28	
Cercles agricoles, etc.....	6,455.52	
Société d'Horticulture, Québec.....	116.12	
Ecoles d'agriculture.....	94.37	
Ecoles vétérinaires.....	96.92	

Associations laitières et inspection des syndicats du beurre et du fromage.....	\$ 2,132.99	
Industrie laitière.....	1,029.68	
Culture des arbres fruitiers.....	1,000.00	
Conférences sur l'agriculture.....	89.98	
Mérite Agricole provincial.....	670.83	
La Métairie St-Joseph, St-Hyacinthe.....	1,000.00	
Améliorations des chemins ruraux.....	5,110.07	
Exposition de Paris.....	8,500.00	

\$26,341.76

Diminutions :

Fêtes des Arbres.....	\$ 05	
Expositions agricoles.....	3,000.00	
Fermes modèles de Compton.....	5,000.00	8,000.05

\$18,341.71

COLONISATION..... \$45,000.00

Augmentation :

Chemins de colonisation..... \$45,000.00

TERRES, FORÊTS ET PÊCHERIES..... \$28,135.72

Augmentations :

Dépenses générales.....	\$16,900.00	
Pêcheries et chasse.....	9,600.00	
Protection des forêts.....	3,000.00	

\$29,500.00

Diminutions :

Comptes en suspens.....	\$1,010.51	
Publication de cartes.....	349.58	
Parc National des Laurentides.....	4.19	1,364.28

\$28,135.72

Il a été pourvu au paiement de l'augmentation des dépenses générales par mandat spécial. Le rapport du Commissaire dit que ces dépenses ont été requises pour déboursés relatifs aux explorations des coupes de bois et des pouvoirs d'eau. Quant à l'augmentation qui se rattache aux pêcheries et à la chasse, elle est mentionnée comme ayant été principalement occasionnée par les nouvelles dépenses qu'a entraîné le retrait des pêcheries du contrôle du gouvernement du Dominion.

DIVERS..... \$44,676.86

Augmentations :	
Divers (en général).....	\$1,133 29
Bureau d'Hygiène Provincial.....	4,000 00
<i>Gazette Officielle de Québec</i>	646 68
Timbres, licences, etc.....	2,316 36
Perception des licences, etc.....	49,957 60
Arbitrage en vertu du 54 Vict., chap. 4.....	260 50
Tenure des terres, Iles de la Madeleine.....	172 89
Inspection des institutions de bien- faisance.....	1,204 16
Réclamation de Joseph Dussault.....	24,818 48
Succession Neville, <i>re</i> interruption de son bail du Château de Ramezay, Montréal.....	7,962 24
Déboursés par les shérifs à même la perception du fonds de bâtisses et des jurés.....	460 11
	\$92,932 31

Diminutions :

Fonds des municipalités.....	\$ 36 00	
Inspection des chemins de fer.....	96 85	
Ecoles du soir.....	119 25	
Loi des établissements industriels de Québec.....	757 15	
Salaires de registrateurs et dépenses contingentes.....	1,637 77	
Institut Impérial, Londres.....	100 00	
Pensions, service civil.....	1,551 60	
Pensions spéciales.....	250 00	
Déboursés par les percepteurs du Revenu provincial à même la per- ception des produits des licences.....	43,706 83	48,255 45
		\$44,676 86

L'augmentation relative au Bureau d'Hygiène provincial est due aux dépenses causées par les cas de petite vérole qui ont été signalés et par les déboursés de deux membres de ce bureau à Paris.

Quand à l'augmentation des déboursés de perception des licences payés par mandat, — \$49,957.60 — elle se trouve compensée en partie par le montant de \$43,706.83 ci-dessus, que les percepteurs n'ont pas eu à déboursier sur leurs recettes.

Le mode maintenant établi comporte que les percepteurs doivent verser au Trésor le montant brut de leurs perceptions et obtenir des mandats pour payer les dépenses du service des licences.

Diminution des dépenses

L'article principal de diminution concerne la dette publique. Il se chiffre à..... \$20,263 83

Réparti comme suit :

Diminutions :

Rachat de la dette.....	2,725 34	
Escompte et charges sur la conversion de la dette.....	30,080 74	
		<hr/>
		\$32,806 08

Augmentations :

Intérêt sur la dette consolidée	\$3,140 12	
Intérêt sur la dette non consolidée..	6,226 41	
Fonds d'amortissement.....	2,828 26	
Commission timbres, annonces etc....	21 93	
Prime, escompte et échange.....	325 53	\$12,542 25
		<hr/>
		\$20,263 83

On voit ainsi que s'il y a eu une augmentation considérable des dépenses de l'année dernière sur celles de l'année précédente, ça été principalement dans les trois branches de l'Instruction publique, de l'Agriculture et de la Colonisation. Les dépenses de ces trois services réunies forment un excédent total de..... \$127,085 27

On ne prétendra pas que l'argent a été dépensé sans discernement, et le seul reproche que l'on pourrait faire, serait d'exprimer l'espoir que nous aurions les moyens de déboursier encore plus.

L'AUGMENTATION DE..... \$28,135.72

dans le service des Terres, forêts et pêcheries en est une à laquelle on devait s'attendre dans un département dont l'importance va toujours grandissante, et dont le revenu s'est accru dans des proportions si extraordinaires.

L'année courante

L'état des recettes et des dépenses pour l'année courante jusqu'au 25 février 1901 a été préparé et déposé devant la Chambre. Il indique que certains déboursés ont été faits qui n'avaient pas été mentionnés dans les prévisions budgétaires et dont les principaux ont été les suivants :

Incendie de Hull.....	\$ 25,000.00
Funérailles de feu l'hon. M. Marchand.....	9,383.33
Dépenses d'élections, environ.....	40,000.00
<hr/>	
Ce qui fait un total pour ces trois articles de.....	\$ 74,383.33

Toutes les dépenses d'élections, sauf celles d'un seul comté, ont été produites et payées, et les déboursés de ce chef s'élevaient à..... \$ 36,082.01

Quand la balance encore impayée sera ajoutée au compte de ce chef, le total ne dépassera pas..... \$ 40,000.00

Les dépenses des élections générales de 1897 furent de..... \$ 75,379.60

Nous avons donc épargné aux dernières élections..... \$ 35,379.60

Les élections par acclamation ont beaucoup d'avantages, et celui de l'économie n'est pas le moindre.

Dans les recettes, il y a eu jusqu'à présent une diminution considérable à l'article des droits de succession, une diminution d'environ \$130,000.00.

Comme nous l'avons déjà dit, c'est là un revenu qui échappe au contrôle du gouvernement. Nous pouvons cependant observer qu'il y a des raisons de soupçonner que plusieurs personnes éludent la loi en disposant de leurs biens par donations *inter vivos*, même en face de la mort, au lieu de par testaments.

En Angleterre et dans d'autres pays où l'impôt sur les successions existe, on a prévu cela en statuant que le transfert d'une propriété, par donation, dans un certain laps de temps précédant de la mort du propriétaire, est considéré comme équivalent à toute mutation après décès. Il peut être nécessaire de songer si des dispositions en ce sens ne pourraient pas être introduites dans nos lois.

L'année financière courante n'est pas encore assez avancée pour en prévoir les résultats avec quelque certitude.

Il n'est pas mal à propos, cependant, de dire que nos dépenses, fussent-elles même le plus rigoureusement contro-

lées, accroissent toujours. L'augmentation de la population entraîne avec elle un surcroît considérable de dépenses dans les services de l'administration de la Justice, des asiles d'aliénés, de la Colonisation, de l'Instruction publique, et de fait dans tous les services publics. Avant tout, nous avons à rencontrer l'intérêt de la dette publique s'élevant à plus de \$1,500,000.00 par année.

D'un autre côté, notre revenu n'en est pas un qui puisse se développer, mais il reste à peu près fixe.

Pendant que la population s'accroît et que le commerce prend de l'expansion, nos subsides du Dominion restent toujours les mêmes.

Il est inutile de dissimuler que, quels que soient nos dispositions à l'économie, le trésorier de la Province n'en voit pas moins se dresser devant lui, le problème de l'augmentation du revenu.

Prévisions budgétaires pour l'année 1901-1902.

Voici maintenant l'estimation des recettes et des dépenses pour l'année 1901-1902. Elle a été soigneusement basée sur les informations recueillies des différents départements et préparée avec une stricte économie.

J'ai estimé le total des recettes ordinaires à \$4,321,761 89
Et celui des dépenses ordinaires à..... 4,267,643 28

Surplus des recettes ordinaires sur les dépenses ordinaires.....	\$	54,118 61
Dépenses extraordinaires.....		33,300 00

Total surplus prévu des recettes ordinaires sur les dépenses ordinaires et extraordinaires, moins les subsides de chemins de fer..... \$ 20,818 61

Recettes probables, 1901-1902.

PUISSANCE DU CANADA :

Subsides en vertu de l'A. B. du N..	\$959,252 80	
Intérêts sur fonds en fidéi commis..	72,848 41	
Subside spéciale, 47 Vict., chap. 4...	127,460 68	
Intérêts sur subventions de chemins de fer, 47 Vict., chap. 8.....	119,700 00	
	<hr/>	\$1,279,261 89

INTÉRÊTS :

Intérêt sur prix de vente du chemin Q. M. O. & O.....	\$300,000 00	
Intérêt sur prêts et dépôts.....	7,000 00	
	<hr/>	\$ 307,000 00
TERRES, FORÊTS ET PÊCHERIES.....		1,139,000 00
MINES		10,000 00

ADMINISTRATION DE LA JUSTICE :

Timbres judiciaires.....	\$195,000 00	
Honoraires judiciaires.....	16,000 00	
Fonds de bâtieses et des jurés (re- venu brut).....	30,000 00	
Entretien des prisonniers.....	9,000 00	
Gardes des prisons, Montréal et Québec.....	4,000 00	
Amendes.....	200 00	
Prison de Montréal.....	1,500 00	
Autres prisons—Gains des prison- niers.....	200 00	
Palais de justice de Montréal....	6,000 00	
Honoraires du grand connétable, Québec.....	500 00	
	<hr/>	\$262,400 00

Timbres d'enregistrement (y compris les hono- raires des registrateurs salariés).....	70,000 00
Licences (revenu brut).....	650,000 00
Taxes directes sur les corporations commer- ciales.....	180,000 00
Droits sur les successions.....	265,000 00
Commissions sur honoraires d'officiers publics. do sur renouvellement d'hypothèques.	5,300 00 200 00
Entretien des aliénés.....	75,000 00
do des pensionnaires des écoles d'indus- trie et de réforme.....	20,000 00

Législation.....	8,000 00
Gazette Officielle.....	20,400 00
Loyers d'édifices publics, etc.....	1,500 00
Revenu casuel.....	6,800 00
Compagnies d'assurance provinciales—contri- butions.....	400 00
Contributions aux pensions, service civil.....	5,000 00
Prime, escompte et change.....	1,500 00
	<hr/>
	\$4,306,761 89
Taxes sur les subventions de chemins de fer..	15,000 00
	<hr/>
	<u>\$4,321,761 89</u>

Dépenses probables 1901-1902

	\$	cts.
Dette publique.....	1,557,776	02
Législation.....	198,641	70
Gouvernement civil.....	280,561	00
Administration de la justice, etc.....	512,658	55
Instruction publique, etc.....	461,560	00
Travaux et édifices publics—(ordinaires).....	100,107	26
Agriculture.....	189,750	00
Terres, Forêts & Pêcheries.....	141,000	00
Colonisation & Mines, etc.....	136,750	00
Asiles des aliénés, Ecoles de réforme, etc.....	413,825	00
Institutions de bienfaisance.....	45,210	75
Charges sur le revenu.....	127,500	00
Services divers.....	102,300	00
	<hr/>	
	4,267,643	28
Travaux et édifices publics—(extraordinaires).	33,300	00
	<hr/>	
	4,300,943	28
Subventions de chemins de fer.....	191,534	0
	<hr/>	
	<u>\$4,492,477</u>	<u>28</u>

Opérations de caisse, 1899-1900.

Argent en banque le 30 juin 1899.....	\$201,970 05
Il faut en deduire le montant des mandats dûs et payés au 30 juin 1899.....	87,476 18
	<hr/>
	\$114,493 87

Les recettes du 1er juillet 1899 au 30 juin 1900 ont été :	
Recettes ordinaires.....	\$4,451,578 29
Dépôts en fideicommiss.....	50,867 54
	<hr/>
	\$4,502,445 83

Les dépenses (non compris les subsides de chemins de fer et les dépôts en garantie de chemins de fer) ont été du 1er juillet 1899 au 30 juin 1900 :	
Dépenses ordinaires.....	\$ 4,428,385 72
“ extraordinaires.....	5,000 00
Dépôts en fideicommiss.....	32,447 52
	<hr/>
	\$4,465,833 24

36,612 59

Surplus des recettes..... \$151,106 46

Les paiements de subsides de chemins de fer et des dépôts de garantie de chemins, du 1er juillet 1899, au 30 juin 1900, ont été :	
Subsides de chemins de fer.....	\$ 90,276 22
Dépôts en garantie de chemins de fer.....	33,072 12
	<hr/>
	\$123,348 34

Solde en caisse le 30 juin 1900..... \$ 27,758 12

Soit :

Argent en banques.....	\$160,425 05
Moins mandats non payés non compris dans les paiements ci-dessus.....	132,666 93
	<hr/>

\$ 27,758 12

**ÉTAT APPROXIMATIF du passif et de l'actif de la province
de Québec au 30 juin 1900.**

PASSIF.

Dette consolidée telle qu'exis- tant avant la conversion \$	33,345,870 67	
Augmentation du capital par conversion	1,726,156 76	
	<hr/>	\$35,072,027 43
Emprunts temporaires		700,000 00
Dépôts en fidéi-commis		348,366 05
Mandats impayés		132,666 93
Subventions en argent des che- mins de fer, autorisées mais non encore dues \$	\$ 267,183 87	
Subventions en terres des che- mins de fer converties en argent, à 52½ cts. par acre, autorisées, mais non encore dues	458,483 58	
		<hr/>
		725,667 45
Octroi pour le pont sur le St-Laurent		250,000 00
Perte sur dépôt à la Banque d'Echange		25,218 75
Obligations du Palais de Justice de Québec		176,000 00
		<hr/>
		\$37,429,946 61

ACTIF.

Partie du prix du ch. de fer Q. M. O. & O. déposé en banque \$	\$ 377,390 00
Partie du prix du ch. de fer Q. M. O. & O. placé en \$29,000 d'obli- gations de la province de Qué- bec, emprunt de 1878, achetée à 109% \$	\$ 31,610 00
Partie du prix du ch. de fer Q. M. O. & O. placé en obligations du palais de justice de Québec \$	\$ 176,000 00

Partie du prix du ch. de fer Q. M. O. & O. placé en obligations de la cité de Qué- bec.....	\$ 15,000 00	
Balance non payée du prix du che- min de fer Q. M. O. & O.....	7,000,000 00	\$7,600,000 00
Fonds inscrits de le province Québec 3%.....		55,646 38
Allocations de chemins de fer, en vertu de l'acte fédéral 47 Victoria, chapitre 8.....	2,394,000 00	
Argent en banque.....	160,425 05	
Coût de l'école Jacques-Car- tier, Montréal, à être rem- boursé par la vente de pro- priété.....	5,391 11	
Réclam. en <i>in re</i> feu l'hon. Thomas McGreevy.....	100,000 00	
Avances à divers.....	159,332 89	
Palais de justice de Québec, en vertu du 45 Victoria, chapitre 26, et 48 Victoria, chapitre 16.....	176,000 00	
		<u>10,650,795 43</u>
Excédant du passif sur l'actif au 30 juin 1900.	\$26,779,151 18	

L'excédent du passif sur l'actif était le 30
juin 1899.....\$26,625,562 47

Les changements suivants ont été opérés
dans le passif et l'actif de cette année-là
comme suit :

Augmentation du passif :

Capital de la dette con- solidée (par la conver- sion).....	\$ 0,729 04
Dépôts en fidéi-commis.	18,420 02
Mandats non payés....	45,190 75
Octroi pour pont sur le Saint-Laurent.....	250,000 00
	<u>\$ 324,339 81</u>

Montant de la diminution du passif relativement à la dette consolidée	67,549 33		
Montant de l'augmentation de l'actif relativement au fonds d'amortissement.....	23,898 43	109,640 33	\$142,859 67
	<hr/>	<hr/>	<hr/>

Sans compter les \$10,729.04 d'augmentation sur le capital de la dette consolidée par la conversion, et les \$250,000 accordés pour aider à la construction d'un pont sur le Saint-Laurent (à Québec), l'excédent du passif de cette année fiscale a été réduit de \$107,140.33.

Dette consolidée

Au 30 Juin 1899 la dette consolidée était de.....	\$35,128,847 72
Au 30 Juin 1900.....	35,072,027 43
	<hr/>
Réduction de la dette consolidée..	56,820 29

Se divisant comme suit :

Obligations de l'emprunt de 1880 rachetées.....	\$67,549 33
Obligations d'emprunts divers rachetées par la conversion de la dette.....	59,957 34
	<hr/>
	127,506 67

Moins :

Fonds inscrits de 3% émis dans la conversion de la dette	70,686 ¹ / ₂ 38	56,820 29
	<hr/>	<hr/>

Au 30 Juin 1900 la dette consolidée consistant en obligations de divers emprunts de la province était de.....	\$35,072,027 43
A déduire les fonds d'amortissements investis s'élevant à.....	10,049,646 38
	<hr/>

Ce qui laisse une balance de la dette consolidée " non pourvue " de.	\$25,022,381 05
--	-----------------

Dette flottante

Le 30 juin 1900 cette dette consistait en :

Emprunts temporaires.....		\$700,000 00
Dépôts en fidei-commis.....		348,366 05
Mandats non payés.....		132,666 93
Subsides de chemins de fer octroyés, mais non gagnés.....		725,667 45
Octroi pour un pont sur le St-Laurent.....		250,000 00
Perte sur dépôt à la Banque d'Echange.....		25,218 75
		<hr/>
		\$2,181,919 18

Pour rencontrer cette dette nous avons :

Argent en banques.....	\$160,425 05	
Réclamations contre des personnes et des corporations pour prêts et avances.....	264,724 00	425,149 05
Balance de la dette flottante pour laquelle il n'a pas été pourvu, de.....		\$1,756,770 13
Une augmentation de \$234,307.43 durant l'année.		
Montant de la dette nette consolidée.....	\$25,022,381 05	
Montant de la dette nette flottante.....		1,756,770 13
		<hr/>
Total de la dette " non pourvue ".....	\$26,779,151 18	

Conversion de la dette en vertu du 60 Vict., chap. 2.

Les obligations suivantes ont été converties durant l'année par l'entremise de l'agence de la Banque de Montréal à Londres :

Emprunt de 1874.....	\$ 2,433 34
" " 1890.....	31,244 00
" " 1892 (à Londres).....	26,280 00
	<hr/>
La prime payées sur ces obligations s'est élevée à.	7,194 73
	<hr/>
	\$ 67,152 07
L'escompte sur l'émission du fonds inscrit a été de.....	\$ 3,534 31
	<hr/>
Montant du fonds inscrit émis à 3 o/o...	\$ 70,686 38

Le capital de la dette a été augmenté par la conversion durant l'année de \$10,729.04.

Le total des obligations converties au 30 juin 1900 était de.....	\$7,393,254 65
Et les fonds inscrit à 3 o/o émis pour cette conversion ont été de.....	9,119,411 41

Augmentation du capital de la dette par la conversion.....	<u>\$1,726,156 76</u>
--	-----------------------

L'intérêt annuel sur les \$7,393,254.65 d'obligations converties a été de.....	\$ 331,256 39
--	---------------

Intérêt annuel sur les \$9,119,411.41 des fonds inscrits.....	\$ 273,582 31
---	---------------

Le fonds d'amortissement annuel requis pour le rachat de l'augmentation de \$1,726,156.76 sur le capital de la dette au 1er avril 1937, est de.....	22,912 80
	<u>\$ 296,495 11</u>

Economie dans la dépense produite par la conversion des obligations originaires jusqu'à date où elles viendront à maturité.....	\$ 34,761 28
---	--------------

Contre cette économie annuelle il faut porter les \$56,996.32 de commutation des droits de timbres sur les \$9,119,411.41 des fonds inscrits.

Arbitrage

FONDS DES ÉCOLES COMMUNES

Lors de la deuxième session de cette législature, les travaux des états de compte de ces fonds ont été arrêtés en attendant la décision de la cour suprême sur un appel d'Ontario à propos des décisions des arbitres du 6 mars 1896 et du 21 octobre 1899.

La Chambre avait eu connaissance pendant les années précédentes de la nature et de l'effet de ces décisions qui rendaient Ontario responsable envers le fonds des écoles communes du montant des réductions accordées dans le prix et les intérêts alloués aux acheteurs des terres des écoles communes par le gouvernement d'Ontario, en vertu d'une loi de sa législature en date du 2 mars 1892. Cette loi décidait que ces réductions et diminutions devaient être

faites en payant les sommes prises sur le fonds du revenu consolidé d'Ontario, et que les intérêts de Québec n'en devaient pas être affectés, mais en examinant les livres, on a constaté que toutes ces réductions et déductions avaient été faites sur les perceptions du fonds des écoles communes, et Ontario essaya de justifier cet acte qui était en contravention directe du statut ci-dessus mentionné, mais les arbitres décidèrent qu'Ontario était responsable du plein montant de toutes les réductions et diminutions, sauf dans le cas où il serait prouvé qu'elles avaient été faites comme acte d'une administration équitable et prudente du fonds des écoles.

Le premier mai 1900, cet appel d'Ontario, sur motion de l'avocat de Québec, a été mis à néant par décision unanime de la cour, et après une assemblée des arbitres qui eut lieu le 2 juin, deux comptables, MM. Robert Forsyth nommé par Ontario et Albert Swindlehurst nommé par Québec, furent désignés pour reviser et corriger les articles composant les états préparés en 1894, par M. John Hyde, des montants dont Ontario était responsable envers le fonds des écoles communes pour les déductions de prix et d'intérêt accordées aux acheteurs de ces terres par le gouvernement d'Ontario.

Ces comptables n'ont complété ce travail que dans le mois de janvier de cette année, et les états révisés et corrigés sont maintenant prêts à être présentés aux arbitres. Il y a quelques articles sur lesquels les comptables n'ont pu s'accorder, et qui ont été réservés pour être décidés par le bureau. Il est donc probable que, à la première assemblée des arbitres, le montant qu'Ontario doit au fonds pour les perceptions à raison des ventes jusqu'au 31 décembre 1892, sera déterminé. Ce montant sera d'environ \$275,000, lequel ajouté à la somme qui se trouve déjà entre les mains du Dominion, portera le fonds des écoles à \$2,803,484, sur lequel le Dominion paie des intérêts à Ontario et à Québec en proportion de leur population respective.

Ce fonds sera de plus augmenté de la somme qu'Ontario doit comme intérêts, en vertu des décisions ci-dessus mentionnées, sur les perceptions retenues jusqu'en 1889 au lieu d'avoir été payées semi-annuellement au Dominion, conformément à la décision de 1870. La préparation de ce compte d'intérêt sera probablement faite conjointement par les comptables désignés par les deux provinces ou nommés par les arbitres.

Cela comprendra les comptes du fonds des écoles communes en ce qui regarde les perceptions provenant des ventes de terres jusqu'au 31 décembre 1892. Il existe cependant une somme de plus de \$500,000 encore en souffrance et due par les acheteurs de ces terres qui, d'après nos renseigne-

ments, peuvent payer entièrement leur dette sans difficulté, leurs terres étant situées dans la meilleure partie du Canada pour les fins agricoles et leurs fermes étant de grande valeur à peu d'exceptions près. La province d'Ontario ne semble pas, malgré la commission de 6 %, allouée par la décision de 1870 sur les sommes perçues, avoir fait aucun effort pendant trente ans pour faire payer les balances dues sur ces ventes de terres, mais, parait, au contraire, en avoir empêché le paiement en changeant les termes et conditions des ventes dans l'intérêt des acheteurs. Dans ces circonstances, le gouvernement a jugé qu'il était de son devoir de s'adresser aux arbitres pour que les balances non payées du capital et des intérêts de ces ventes, dans la proportion qu'il peut être jugé équitable et juste, soient considérées comme argent dû par Ontario au fonds des écoles communes jusqu'au 31 décembre 1892, ou pour que les arbitres fixent et déterminent une date à partir de laquelle Ontario devra être considéré comme ayant reçu ces balances.

Cette réclamation a été faite et débattue à l'assemblée des arbitres du 2 juin dernier, et le 13 septembre, ceux-ci, considérant qu'il s'agissait d'une question légale, décidèrent et jugèrent qu'ils n'avaient ni autorité ni juridiction pour s'en occuper. Cette décision étant rendue sans préjudice aux droits et intérêts de Québec dans les balances non reçues.

Vu le montant considérable mis en question et jugeant, d'après l'administration passée d'Ontario, qu'il serait probable que ces balances resteraient non payées, au mépris des intérêts de Québec et au détriment de cette province, il a été décidé d'en appeler de cette décision à la cour suprême. On espérait que la cour suprême aurait pu prendre connaissance de cet appel au dernier terme, mais l'absence forcée du juge en chef, Sir Henry Strong, a empêché d'avoir un quorum suffisant pour entendre l'appel, M. le juge Girouard ne pouvant pas siéger, attendu qu'il avait été avocat dans la cause du fonds des écoles communes. Il est probable que l'appel sera plaidé au prochain terme de la cour.

Il avait été reconnu—que l'appel fut maintenu ou renvoyé—qu'il était très important qu'un état exact des montants de ces balances non payées fut fait et reconnu comme exact par les deux provinces d'Ontario et de Québec, et on a proposé à Ontario de faire faire un état conjoint préparé par les mêmes comptables qui avaient déjà fait celui des déductions etc., en vertu de la décision du 21 octobre 1899, attendu qu'ils étaient au courant des comptes et des dossiers se rapportant au vente des terres des écoles communes; mais le gouvernement d'Ontaria refusa de se joindre à nous pour faire préparer cet état, et celui-ci offrait de laisser consulter les livres et dossiers du département des terres de la couronne

par la personne que la province de Québec pourrait nommer pour faire cet état *ex-parte*.

Il fut alors décidé de donner instruction à M. Swindlehurst, dont la compétence et la capacité avaient été reconnues, de préparer l'état des balances non payées, et il s'occupe actuellement de ce travail.

Comptes avec le Dominion

COMPTES DE LA PROVINCE DU CANADA

▲ l'assemblée des arbitres du 2 juin, un état de comptes entre le Dominion et l'ancienne province du Canada, maintenant représentée par les provinces d'Ontario et de Québec, depuis la confédération jusqu'au 31 décembre 1892, dont le règlement avait soulevé tant de questions difficiles, ayant été accepté par les représentants des trois gouvernements, fut présenté au bureau.

Le montant de la dette des provinces pour les annuités des sauvages des lacs Supérieur et Huron, et le montant fixé comme capital dont le paiement relevait les deux provinces de toute obligation à partir de cette date et à toujours, ayant été approuvés par ordres en conseil des trois gouvernements, furent compris dans le compte. La balance devant être portée au débit des comptes particuliers des provinces avec le Dominion, dans la proportion déterminée par les arbitres en 1870 pour la division de l'excédent de dette en sus de \$60,000,000 de l'ancienne province du Canada, s'élevant à \$213,904.04 sur laquelle la part de Québec est \$100,553.51.

Comptes de Québec avec le Dominion

Le compte entre le Dominion et la province de Québec, depuis la confédération jusqu'au 31 décembre 1892, a également été complété, mais n'a pas encore été présenté aux arbitres.

La balance de ces comptes s'élève à \$1,096,325.11 en faveur du Dominion, qui représentent en fait les montants des deux avances de \$500,000 et de \$125,000 faites par le Dominion à la province en 1878 et en 1879, avec intérêt à 5.1°.

D'un autre côté, le Dominion détient certains fonds appartenant à cette province s'élevant à \$412,314.25, et la part de Québec dans le fonds des écoles communes retenue par le Dominion en fidéicommiss pour les deux provinces, s'élèvent en prenant pour base la population d'après le recensement

de 1891, à \$1,044,653.86, sur lesquelles le Dominion paie annuellement un intérêt au taux de 5,1° par an.

La part de Québec dans le fonds des écoles communes sera certainement augmentée de plus de \$100,000 quand les montants dûs par Ontario en vertu des décisions du 6 mars 1896 et du 21 octobre 1899 auront été payés au Dominion, et il reste à percevoir notre part des \$500,000 des balances non payées sur les ventes des terres des écoles communes.

Conclusion

En terminant, M. l'Orateur, je dois remercier la chambre de la bonté et de la patience dont elle a fait preuve en prêtant une oreille attentive aux détails qu'il était de mon devoir de donner sur la position financière de la province. L'histoire des opérations du trésor, pendant les trois années qui viennent de s'écouler est un sujet dont on peut parler avec plaisir. Après de longues années de déficits, nous avons réussi à équilibrer enfin nos recettes et nos dépenses, et nous pouvons même prouver un modeste surplus. Nous avons arrêté l'augmentation rapide de la dette publique et pu payer pendant les trois dernières années, une somme de \$225,131.99, en réduction de cette dette.

De fait, nous n'avons pas créé de nouvelles sources d'impôts. Il est vrai que l'on n'a pas voté de grandes subventions comme on le faisait autrefois, mais le peuple de la province a appris à avoir confiance en lui-même, et aucune industrie n'en a souffert.

L'agriculture a été plus prospère qu'elle ne l'avait jamais été auparavant. L'exode de notre population vers la grande république, située au sud de notre frontière a cessé, et les canadiens trouvent maintenant un foyer dans leur pays natal.

La colonisation a été encouragée au plus haut degré. Les ressources naturelles de notre province commencent à être connues au loin, et les fonds étrangers affluent plus que jamais auparavant. C'est par millions que l'on voit les capitaux arriver chez nous pour être placés dans l'industrie de la pulpe et du papier. Nos magnifiques pouvoirs d'eau sont destinés à faire de la province de Québec un des grands centres manufacturiers du monde. Notre peuple est uni et heureux. L'esprit de parti, parfois rempli d'acrimonie dans le passé, a disparu. Le peuple, sans distinction de nationalités, de croyances ou de partis, est uni dans la résolution de faire de la province de Québec, non seulement une des premières provinces du Dominion, mais une des contrées les plus avancées du monde.

ETAT A.

Année.	Dépenses.	Recettes.	Déficit	Surplus.
1896-97	\$4,907,281.71	\$3,923,238.70	\$984,043.01	
1897-98	4,449,045.48	4,236,015.14	213,030.34	
1898-99	4,234,410.81	4,249,589.99	\$15,179.18
1899-00	4,465,833.24	4,502,445.83	36,612.59

ETAT B.

1896-97.

DÉPENSES :

Dépenses ordinaires (y compris \$84,680 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880).....			\$4,677,095
Dépenses extraordinaires (édifices publics).....			176,832
Achat de propriété.....			30,000
Paiements sur dépôts en fidéi-commis.....			14,999
Taxes sur les subventions de chemins de fer :			
Frais de perception.....	\$	413 17	
Remboursements.....		7,942 05	
			<u>8,355</u>

RECETTES :

			\$4,907,281
Revenu ordinaire.....		\$ 3,874,803 18	
Vente de propriété....	2,500 00		
Dépôts de fonds en fidéi-commis	45,772 48		
Recettes pour taxes sur subventions de chemins de fer	163 04	48,435 52	
			<u>3,923,238</u>
		Déficit.....	<u>\$ 984,043</u>

1897-98.

DÉPENSES :

Dépenses ordinaires (y compris \$87,307 99 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880)			\$4,364,686
Dépenses extraordinaires (édifices publics)			50,683
Paiements sur dépôts en fidéi-commis.....			33,675
			<u>\$4,449,045</u>

RECETTES :

Revenu ordinaire.....		\$ 4,176,139 63	
Dépôts de fonds en fidéi-commis.....	58,358 79		
Recettes pour taxes sur subventions de chemin de fer.	1,516 72		
		<u>59,875 51</u>	
			<u>4,236,015</u>
		Déficit.....	<u>\$ 213,030</u>

1898-99.

DÉPENSES :

Dépenses ordinaires (y compris \$70,274,67 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880).....	\$4,188,641 10
Dépenses extraordinaires (édifices publics).....	11,059 11
Paiements sur dépôts en fidéi-commis.....	33,387 60
Taxes sur les subventions de chemins de fer, remboursements.	1,323 00

RECETTES :

Revenu ordinaire.....	\$ 4,220,844 73	
Dépôts de fonds en fidéi-commis	26,010 56	
Recettes pour taxes sur subventions de chemin de fer	2,734 70	
	<u>28,745 26</u>	
		<u>4,249,589 99</u>
Surplus.....		<u>\$ 15,179 18</u>

1899 00.

DÉPENSES :

Dépenses ordinaires (y compris \$67,549 33 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880).....	\$4,428, 385 72
Dépenses extraordinaires (édifices publiques)	5000 00
Paiements sur dépôts en fidéi-commis.....	32,447 52

RECETTES :

Revenue ordinaire.....	\$4,450,933 46	
Dépôt de fonds en fidéi-commis.....	50,867 54	
Recettes pour taxes sur subventions de chemin de fer	644 83	
	<u>51,512 87</u>	
		<u>4,502,445 83</u>
Surplus		<u>\$36 612 59</u>

ETAT C.

RECETTES.

	1895 96		1896 97		1897-98		1898-99		1899-00	
	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.
Puissance du Canada.....	1,231,793	59	1,257,183	70	1,266,413	48	1,320,137	28	1,278,991	82
Terres de la Couronne.....	1,045,310	19	879,893	26						
Terres, Forêts et Pêcheries.....					1,087,042	52	1,043,245	87	1,299,371	73
Mines.....					7,872	87	4,125	93	11,961	48
Timbres judiciaires.....	186,278	50	177,426	80	182,490	40	195,570	50	194,110	10
do d'enregistrement.....	61,338	51	63,875	90	66,423	95	68,850	95	68,003	49
Fonds de bâtisses et des jurés.....	23,828	40	27,565	83	23,433	81	30,612	13	29,232	42
Honoraires judiciaires.....	14,329	34	9,654	38	16,642	96	14,980	79	20,533	46
Municipalité.— Pour l'entretien des prisonniers.....	11,322	06	12,751	96	8,121	18	9,166	43	8,546	70
Palais de Justice de Montréal.....	4,381	94	2,123	88	5,155	79	5,938	96	7,075	99
Prison de Montréal.....	2,374	59	2,946	94	1,578	02	1,298	85	10	81
Gardes des prisons de Montréal et Québec.....	13,600	00	2,800	00	4,000	00	4,000	00	4,000	00
Gain des prisonniers, prison de Québec.....	42	01	140	75	192	66	109	01	150	60
do do do Ste. Scholastique.....					13	60				
Ferme de la prison, Québec.....	10	00								
Amenes, Justice.....	147	50	246	60	136	50	209	50	134	85
Honoraires du grand connétable, Québec.....	413	41	540	29	683	10	530	98	535	46
Fonds d'amortissement du Palais de Justice, District d'Ottawa.....							263	83	24	05
Licences.....	663,087	46	586,176	42	615,043	83	613,747	66	593,440	45
Taxes directes sur les corporations commerciales.....	148,643	86	134,404	03	194,312	36	172,826	04	186,598	39
do sur transports de propriétés.....	184,254	50	74,856	99	2,055	81	277	10	139	80
do directes sur certaines personnes.....	17,507	67	3,507	74	1,380	18	686	43	16	00
Licences de manufactures et de commerce.....	79,728	52	10,393	77	29,846	74	7,347	64	1,383	09
Droits sur successions.....	163,365	33	229,441	72	163,455	26	287,995	63	270,865	58
Commission sur honoraires d'officiers publics.....	8,125	67	6,671	83	8,550	07	5,847	69	5,291	87
do sur renouvellement d'hypothèques.....	165	44	163	04	128	10	106	76	151	96
Législation.....	11,491	51	8,391	39	8,780	12	9,349	13	12,572	63
Asiles d'aliénés, contributions municipales.....	35,005	69	7,703	59	63,544	63	44,722	66	77,196	25
do patients payants.....	78	00	1,638	98	2,127	85	2,149	61	2,517	62
Ecole d'industrie et de réforme.....	12,366	76	923	72	36,386	84	19,677	44	23,176	22
Gazette Officielle de Québec.....	23,182	60	21,637	58	20,958	55	18,544	56	17,879	89
Revenu casuel.....	4,880	85	7,570	62	8,121	49	8,367	44	7,782	25
Service civil, contributions pour pensions.....	6,028	77	5,712	61	5,514	35	5,322	72	5,368	15
Compagnies d'assurances provinciales—Dépenses d'inspection.....	400	00	376	33	397	86	429	35	546	81
Travaux et édifices publics, loyers.....	1,063	80	785	60	1,060	60	1,062	60	1,783	47
Inspection des chemins de fer.....	492	00	204	00	72	00	108	00	108	00
Intérêts sur prêts et dépôts.....	17,437	79	35,556	71	40,452	29	18,847	58	18,836	24
Prime, escompte et change.....	29	00	2,141	15	2,916	72	4,023	86	2,511	65
Intérêt sur prix de vente du chemin de fer Q. M. O. & O.....	333,057	98	299,395	07	300,833	34	300,827	85	300,084	18
Remboursements.....	21,897	81								
Prêt aux incendiés de Québec.....	200	00								
Puissance du Canada, comptes généraux.....	244	70								
Ventes de propriété à Québec.....	4,327,910	55	3,874,803	18	4,176,139	63	4,221,108	56	4,450,933	46
			2,500	00						
FONDS EN FIDEI-COMMIS, REMBOURSEMENTS, ETC. :—										
Fonds de pensions des instituteurs.....	7,789	57	3,951	21	1,022	70	949	40	710	71
Fonds d'amortissement de la cité de Hull.....	163	40	167	63	173	84	179	64	184	10
do do Pointe à Gatineau.....	100	00	100	00	100	00	140	00	140	00
Héritiers et succession F. E. Roy.....	880	50	884	50	886	10	866	50	880	80
Fonds de licences de mariage.....	7,221	00	6,693	00	6,864	00	6,714	00	6,804	00
Cautionnement des officiers publics.....	1,508	17	1,000	00	563	00	900	00	2,120	82
Dépôt de la Cie d'Assurance St. Laurent.....	10,000	00	15,000	00						
Fonds du Palais de Justice d'Aylmer.....			17,976	14						
Remboursements au fonds de subventions des chemins de fer.....	3,285	62	163	04	1,516	72	2,734	70	644	83
Dépôts en vertu de l'acte 59 Vict., ch. 34.....					5,000	00	5,000	00	15,000	00
do do 61 do 39.....					25,000	00	10,000	00		
Débitures du Palais de Justice de Hull, fonds d'amortissement.....					968	15	997	19	1,027	11
Fonds de bâtisse et des jurés district de Rimouski, assurance sur le Palais de Justice et la Prison.....					17,781	00				
Tax du Palais de Justice de Québec.....									24,000	00
Emprunts temporaires.....	4,358,858	81	3,923,238	70	4,236,015	14	4,249,589	99	4,502,445	83
Rachat emprunt 1876, remboursement.....	300,000	00	700,000	00						
Produit de l'emprunt de 1896.....	736	10	1,124,200	00						
do do 1897.....	2,044,000	00	1,224,000	00						
Produits de fonds inscrits émanés en consolidation de la dette.....			3,015,853	86	738,676	28	4,389,322	30	67,152	07
En caisse au 1er juillet de chaque année.....	543,033	37	784,799	49	1,591,428	65	490,663	59	201,970	05
Total.....	7,246,628	28	10,772,092	05	6,366,120	07	9,129,575	88	4,771,567	95

**ETAT D.
DÉPENSES.**

	1895-96	1896-97	1897-98	1898-99	1899-00
	\$ c.				
Dette publique.....	1,497,429 99	1,550,874 16	1,591,177 03	1,558,323 03	1,538,059 29
Législation.....	195,549 27	288,623 41	210,910 19	190,027 22	199,563 09
Gouvernement civil.....	253,401 69	277,247 91	282,585 08	269,650 70	285,872 35
Administ. de la justice, &c..	568,544 28	662,665 77	618,379 65	609,131 09	626,242 37
Instruction publique.....	382,759 76	410,060 00	434,260 00	389,014 81	452,758 37
Agriculture.....				175,418 26	193,759 97
Colonisation.....	286,814 09	404,695 75	307,476 97	79,000 00	124,000 00
Immigration.....				4,250 00	4,249 63
Travaux et édifices publics :					
Ordinaires.....	97,544 64	165,783 76	127,483 73	83,968 98	92,209 17
Extraordinaires.....	58,485 34	176,832 28	50,683 70	11,059,11	5,000 00
Asiles et institutions de bienfaisance.....	326,078 25	358,616 77	339,375 75	379,570 75	384,970 79
Terres, Forêts et Pêcheries				121,568 41	149,704 13
Arpentages et Mines.....				57,243 00	60,845 00
Divers (y compris les paie- ments faits par les officiers du revenu sur leurs perceptions....)	433,099 69	558,527 67	453,038 28	271,474 85	316,151 71
	4,099,707 00	4,853,927 48	4,415,370 38	4,199,700 21	4,433,385 73
Achat de propriété.....		30,000 00			
Remboursements de dépôts de garantie de chemin de fer.....	268,241 39	381,187 62	237,471 86	99,630 37	33,072 13
Fonds en fidéi-commis.....	17,459 02	14,999 01	33,675 10	33,387 60	32,447 52
Fonds de remboursements des subventions de che- mins de fer, frais et remboursements.....	29,861 11	8,355 22		1,323 00	
	4,415,268 52	5,288,469 33	4,686,517 34	4,334,041 18	4,498,905 36
Subventions aux chemins de fer et Q. M. O. & O....	250,186 59	1,346,475 01	198,645 14	100,079 17	90,278 29
	4,665,455 11	6,634,944 34	4,885,162 48	4,434,120 35	4,589,181 58
Remboursements d'e m- prunts temporaires....	1,760,000 00				
Rachat de la dette par con- version :					
Partie emprunt '74 et prime			56,048 90	915,420 48	2,590 47
do do 1876 do			64,794 80	981,409 77	
do do 1878 do			163,584 00	178,491 23	
do do 1880 do			24,079 04	913,373 98	34,059 87
do do 1882 do			322,849 80	771,470 89	30,492 73
do do 1888 do				315,494 00	
do do 1894 do			107,319 74	313,661 95	
do do 1896 do		3,015,853 86			
	6,425,455 11	9,650,798 20	5,623,838 76	8,823,442 65	4,656,333 65
Ajoutez: Paiements de man- dats impayés au 30 juin 1895, 1896, 1897, 1898, 1899.....	209,495 96	173,122 28	443,257 08	191,639 36	87,476 18
	6,634,951 07	9,823,920 48	6,067,095 84	9,015,082 01	4,743,809 83
Déduez: Mandats impayés au 30 juin 1-96, 1897, 1898, 1899, 1900.....	173,122 28	443,257 08	191,639 36	87,476 18	132,666 93
	6,461,828 79	9,380,663 40	5,875,456 48	8,927,605 83	4,611,142 90

ETAT E.

RECETTES PROBABLES, 1901-1902

PUISSANCE DU CANADA :

Subsides en vertu de l'acte de l'A. B. du N.....	\$ 959,252 80	
Intérêts sur fonds en fidéi commis.....	72,848 41	
Subside spécial, 47 Vict., chap. 4.....	127,460 68	
Intérêts sur subventions de chemins de fer, 47 Vict., chap. 8....	119,700 00	
		<u>\$1,279,261 89</u>

INTÉRÊTS :

Intérêt sur prix de vente du chemin de fer Q. M. O. & O.....	00,000	
Intérêts sur prêts et dépôts.....	7,000 00	
		<u>307,000 00</u>

TERRES, FORÊTS ET PÊCHERIES..... 1,139,000,00

MINES..... 10,000 00

ADMINISTRATION DE LA JUSTICE :

Timbres judiciaires.....	195,000 00	
Honoraires judiciaires.....	16,000 00	
Fonds de bâtieses et des jurés(Revenu brut).....	30,000 00	
Entretien des prisonniers.....	9,000 00	
Gardes des prisons de Montréal et de Québec.....	4,000 00	
Amendes.....	200 00	
Prison de Montréal.....	1,500 00	
Autres prisons—Gain des prisonniers.....	200 00	
Palais de Justice de Montréal.....	6,000 00	
Honoraires du grand connétable, Québec.....	500 00	
		<u>282,400 00</u>
Timbres d'enregistrement (y compris les honoraires des registrateurs salariés).....	70,000 00	
Licences. (Revenu brut).....	650,000 00	
Taxes directes sur les corporations commerciales.....	180,000 00	
Droits sur successions.....	265,000 00	
Commissions sur honoraires d'officiers publics.....	5,300 00	
do sur renouvellement d'hypothèques.....	200 00	
Entretien des aliénés.....	75,000 00	
do des pensionnaires des écoles d'industriels et de réforme.....	20,000 00	
Législation.....	8,000 00	
Gazette Officielle.....	20,400 00	
Loyers d'édifices publics.....	1,500 00	
Revenu casuel.....	6,800 00	
Compagnies d'Assurances Provinciales, contributions.....	400 00	
Contributions aux pensions, service civil.....	5,000 00	
Prime, escompte et change.....	1,500 00	
		<u>4,308,761 89</u>

Taxes sur les subventions de chemins de fer..... 15,000 00

\$4,321,761 89

ETAT F.
DEPENSES PROBABLES, 1901-1902.

	\$	cts.
Dette publique	1,557,776	09
Législation	198,644	70
Gouvernement civil.....	220,561	00
Administration de la justice, etc.....	215,658	56
Instruction publique, etc.....	461,560	00
Travaux et édifices publics.....	100,107	28
Agriculture.....	189,750	00
Terres, Forêts et Pêcheries.....	141,000	00
Colonisation et Mines, etc.....	136,750	00
Asiles des aliénés, Ecoles d'industrie de réforme, etc.....	413,825	00
Institutions de bienfaisance.....	45,210	75
Charges sur la revenu.....	127,500	00
Services divers	102,500	00
	<hr/>	<hr/>
	4,287,643	28
Travaux et édifices publics— Extraordinaires.....	33,300	00
	<hr/>	<hr/>
	4,300,943	28
Subventions de chemins de fer.....	191,534	00
	<hr/>	<hr/>
	\$ 4,492,477	28

ETAT G.

ETAT APPROXIMATIF du passif et de l'actif de la Province de Québec au 30 juin, 1900.

PASSIF.

Dettes consolidées telle qu'existant avant la conversion.....	\$33,345,870 67	
Augmentation du capital par conversion.....	1,726,156 76	
		<u>35,072,027 43</u>
Emprunt temporaire.....		700,000 00
Dépôts en fidéi-commis.....		348,336 05
Mandats impayés.....		132,666 93
Subventions en argent des chemins de fer, autorisées mais non encore dues.....	\$267,183 87	
Subventions en terres des chemins de fer converties en argent, à 52½ cts. per acre, autorisées mais non encore dues.....	458,483 58	
		<u>725,667 45</u>
Detroi pour le pont sur le St. Laurent.....		250,000 00
Perte sur dépôt à la Banque d'Echange.....		25,218 75
Obligations du Palais de Justice de Québec.....		176,000 00

ACTIF.

\$37,420,946 61

Partie du prix de ch. de fer Q. M. O. & O. déposé en banque	\$377,390 00
do do placé en \$29,000 d'obligations de la province de Québec, emprunt de 1878, achetée à 109%	31,610 00
do do placé en obligations du palais de justice de Québec.....	176,000 00
do do placé en obligations de la cité de Québec.....	15,000 00

Balance non payée du prix du chemin de fer Q. M. O. & O. 7,000,000 00

	7,600,000 00
Fonds inscrits de 3%.....	55,646 38
Allocations de chemins de fer, en vertu de l'acte fédéral, 47 Victoria, chapitre 8.....	2,394,000 00
Argent en banque.....	160,425 05
Coût de l'école Jacques-Cartier, Montréal, à être remboursé par vente de propriété.....	5,391 11
Réclamation in re feu l'honorable Thomas McGreevy.....	100,000 00
Avances à divers.....	159,332 89
Palais de justice de Québec, en vertu de 45 Victoria, chapitre 26, et 48 Victoria, chapitre 16.....	176,000 00

10,650,795 43

Excédant du passif sur l'actif au 30 juin 1900..... \$36,779,151 18